



Le 13 février: OUI au bon sens!

Plus qu'une semaine avant ce qui pourrait être la seule votation fédérale de l'année. Une dernière ligne droite où la mobilisation risque d'être décisive pour l'initiative « Pour la protection face à la violence des armes ».

CAISSE PUBLIQUE



Le système actuel d'assurance-maladie a fait la preuve de son inefficacité. Il faut en changer et introduire enfin une caisse publique nationale.

Page 4

HISTORIQUE



Parti de l'égalité, le PS ne pouvait passer sous silence les multiples anniversaires célébrés cette année dans la conquête des droits des femmes.

Pages 6 et 7

MUNICIPALES



Le mois prochain, les coalitions roses-vertes défendent leur hégémonie sur les grands centres vaudois. Les villes sur lesquelles se focalisent ces élections communales.

Page 9

Comprendre les liens.

Economie. Travail. Quotidien.

Cours de formation continue

www.movendo.ch



L'institut de formation des syndicats



HabitatDurable
SUISSE

Association des propriétaires pour l'habitat durable

Tel. 031 311 50 55
contact@hausverein.ch

J'ai choisi HabitatDurable qui s'engage pour un habitat équitable, solidaire et respectueux du climat.



Roger Nordmann, Conseiller national PS

L'alternative sociale aux chambres immobilières cantonales.

Adhérez maintenant !

www.habitatdurable.ch



Pour vos annonces:

Kilian Gasser

Medienvermarktung GmbH

Hellgasse 12

6460 Altdorf

T +41 41 871 24 46

M +41 79 443 55 21

F +41 41 871 24 47

kg@kiliangasser.ch

www.kiliangasser.ch

SALAIRES MINIMUMS! maintenant!

Le travail n'est pas une marchandise !

Avec leur initiative sur les salaires minimums, le PS et les syndicats engagent la lutte contre les pressions sur les salaires sur une nouvelle voie. Le texte demande expressément à la Confédération et aux cantons d'encourager en particulier les conventions collectives de travail (CCT) prévoyant des salaires minimums d'usage dans la localité, la branche et la profession. Et, pour les cas où une protection équitable ne peut être garantie, la fixation d'un salaire minimum légal de 22 francs de l'heure. Paul Rechsteiner

Principale nouveauté de l'initiative: la Confédération et les cantons seront tenus d'encourager les CCT. En ce qui concerne les marchés publics, en cas d'octroi de subventions ou de concessions. La garantie de conditions de travail protégées contre la sous-enchère salariale s'en trouvera donc renforcée. On trouve d'ailleurs des branches dans lesquelles la conclusion d'une convention n'est pas possible, faute d'organisation patronale ou parce que celle-ci refuse de négocier avec les syndicats des conditions de travail minimales décentes. Dans ces cas, il conviendra alors d'appliquer un salaire minimum légal. Ce dernier doit être indexé régulièrement, comme les rentes AVS, sur l'évolution des prix et des salaires, les partenaires sociaux devant participer à cette procédure.

Il apparaît, en effet, que les campagnes de sensibilisation et les CCT en vigueur ne suffisent à elles seules plus pour obtenir des améliorations constantes. Les nouveaux moyens proposés par l'initiative sont désormais nécessaires pour faire pièce aux pressions sur les bas et les moyens salaires – quelle que soit la branche – et pour inverser la tendance funeste suivie par la politique suisse en matière de salaires.

Il y a d'autres raisons à une meilleure protection de ceux-ci dans les branches qui ne bénéficient à l'heure actuelle pas du bouclier constitué par des CCT de qualité. Parmi les plus importantes, on trouve les importantes mutations intervenues sur le marché du travail,

suite, notamment, aux accords bilatéraux. Les marchés du travail ouverts ont besoin d'instruments plus efficaces pour protéger les salaires. Alors que les contrôles des salaires, introduits sur la pression des syndicats, se sont fortement développés ces dernières années, la protection offerte par des salaires minimums obligatoires est restée insuffisante. Mais, pour qu'elle soit efficace, il faut les deux: les contrôles des salaires et les salaires minimums. Ceux-ci seront en outre une aide supplémentaire dans la lutte contre les discriminations salariales à l'encontre des femmes, car ces dernières sont les premières concernées par les (trop) bas salaires.

L'initiative pour des salaires minimums pose des jalons économiquement, socialement et politiquement importants pour l'avenir de la Suisse. Une politique des bas salaires ne saurait être une perspective positive pour notre pays. Ne serait-ce qu'en raison de la dignité humaine érigée en principe, il faut que chaque personne travaillant à plein temps doive pouvoir vivre décemment de son salaire. Le travail humain n'est pas une «marchandise» sans valeur. C'est pour cela que l'initiative sur les salaires minimums s'impose.

paul.rechsteiner@spschweiz.ch,
conseiller national (SG), président de l'USS



Editorial

Schizophrénie ?

«Gardez-moi de mes amis, mes ennemis, je m'en charge». Attribué à Voltaire, ce mot m'est revenu à l'esprit en apprenant que la section de Münchenbuchsee, appuyée par quelques dizaines d'homologues, souhaitait revenir sur certains points du nouveau programme du PS Suisse adopté par 420 voix contre 5 et 15 abstentions par le Congrès de Lausanne. Si mon profond respect



pour notre démocratie interne et ma conviction que toutes les voix doivent pouvoir se faire entendre dans notre parti m'interdisent de railler cette proposition, les mêmes m'autorisent à m'interroger tant sur sa pertinence que sur le sens aigu du timing qui la caractérise, à moins de 10 mois des élections fédérales. Et à déplorer que six ans de processus participatif, deux versions successives du document, quelque 1000 propositions et amendements et un débat-marathon n'aient manifestement pas suffi à établir un consensus. Cette démarche m'amène aussi à me demander dans quelle mesure ce programme a été effectivement compulsé par celles et ceux qui le conspuent, à commencer par certains journalistes dont ma longue pratique de la profession m'a familiarisé avec les méthodes de lecture en diagonale (au cas où, le texte issu des discussions lausannoises figure sur le site Internet du PS). C'est qu'à mon avis, c'est lui faire un bien mauvais procès que de le réduire exclusivement à l'abolition de l'armée et au dépassement du capitalisme. C'est aussi se méprendre sur l'ambition de ce programme qui fixe des idéaux et des objectifs à long terme qui ne sauraient être confondus avec l'action politique au quotidien. C'est d'ailleurs bien parce que le PS se doit d'«aller vers l'idéal et comprendre le réel» (ça, c'est de Jean Jaurès) que notre prochain Congrès électoral se prononcera, en mars, sur une plateforme en dix points pour la prochaine législature. Dix projets très concrets, en prise directe avec la réalité socio-économique comme avec les principales préoccupations des Suissesses et des Suisses.

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne

La caisse maladie publique – plus simple et plus juste

On ne peut pas accepter que les primes augmentent régulièrement et deviennent insupportables pour les budgets familiaux. C'est le moment de changer un système absurde et injuste, le moment d'avoir enfin une caisse maladie publique avec une seule prime par canton, correspondant aux coûts réels de la santé dans chaque région. Aujourd'hui, la hausse des primes ne reflète en rien celle des coûts. Notamment parce que les caisses engrangent des réserves superflues, sans compter que celles payées dans certains cantons sont parfois utilisées pour subventionner les assurés d'autres cantons. Le système a donc fait la preuve de son inefficacité et il faut en changer.

Marina Carobbio

La concurrence entre caisses maladie est une pratique néfaste pour les assuré-e-s. Alors que la loi impose à tous les assureurs les mêmes prestations et les mêmes tarifs, plusieurs esca-

motages permettent aux caisses de pratiquer une médecine à deux vitesses et d'augmenter leurs profits. Les caisses s'arrogent ainsi la possibilité de choisir les prestations qu'elles remboursent alors que la loi ne leur accorde pratiquement aucune marge de manœuvre. Confrontés à une bureaucratie envahissante, les médecins sont contraints de demander aux caisses maladie de reconnaître et de payer des prestations de physiothérapie ou du matériel de soins pour les malades chroniques, en fonction des formulaires spécifiques à chaque assureur. En outre, et parfois de manière très arbitraires, ce sont les médecins-conseil des caisses qui décident qui à droit ou non aux prestations, une procédure qui conduit à des disparités évidentes.

On connaît déjà, dans certaines régions, des listes des médecins – à la discrétion des assureurs – dont les consultations génèrent des rabais des primes. Des listes qui pénalisent surtout les assuré-e-s des régions périphériques, qui ne disposent pas d'un véritable choix du médecin traitant et qui doivent faire face à une double alternative: changer de caisse pour continuer à aller chez son médecin de famille

ou renoncer à ce dernier pour profiter d'une réduction de leur facture mensuelle.

De plus, la transparence est tout sauf réalisée. Les différences de prime sont injustes et découlent de l'effectif des assuré-e-s, en fonction de leur état de santé. C'est pour cette raison que les caisses pratiquent assidument la chasse aux «bons risques», qui mine la solidarité que prescrit la LAMal. Les personnes âgées et les malades chroniques sont plus directement visés par ces pratiques inacceptables dans la mesure où les assureurs n'ont aujourd'hui aucun intérêt à investir dans les réseaux de soins, encore moins dans la prévention et évitent donc d'assurer des personnes qui pourraient leur coûter cher. Or, la coordination des soins et la qualité des prestations sont essentielles à une bonne prise en charge et à une utilisation optimale des ressources. Avec une caisse maladie publique, les malades chroniques et les personnes âgées ne seront plus pénalisés, la prévention et la promotion de la santé deviendront la priorité, la qualité des soins fera l'objet d'une stratégie cohérente, notamment à travers des réseaux de soins étendus et non discriminatoires.

Par ailleurs, 80 caisses maladie en concurrence, ça coûte très cher: les commissions versées aux démarcheurs, les frais de publicité et le coût des changements de caisse-maladie coûtent entre 300 et 500 millions de francs par année. Grâce à une caisse-maladie publique, plusieurs centaines de millions de francs de frais inutiles pour la publicité et les rétributions indécentes des managers des assurances disparaîtront et la gestion sera plus transparente et efficace. Avec un impact direct sur les primes: au moins 200 millions d'économies.

On l'aura compris, la pseudo-concurrence à laquelle se livrent les assureurs privés ne profite pas aux assuré-e-s, mais conduit bien au contraire à un démantèlement des prestations de l'assurance de base et au développement concomitant des assurances complémentaires. Raison pour laquelle il est désormais nécessaire de procéder à un véritable changement de système en développant une caisse maladie publique nationale.



marina.carobbio@pssuisse.ch
conseillère nationale (TI), médecin,
vice-présidente du PS Suisse



Pour une politique sociale d'avenir

Depuis la fin du XIX^{ème}, le PS et les mouvements syndicaux ont apporté une contribution déterminante à la construction des politiques de solidarité. La sécurité sociale et les assurances sociales en sont l'expression centrale. Grâce à notre engagement politique et aux prestations que sont l'AVS, la LPP, les indemnités de chômage ou journalières, l'invalidité, la maternité, les allocations familiales ou les mesures d'intégration, des millions de personnes ont disposé de revenus pour vivre hors de la précarité et de l'exclusion. L'assistance a été ainsi dépassée, évitant l'humiliation et la stigmatisation, permettant aux défavorisés de maintenir leur dignité. Stéphane Rossini

Les transformations des modes de vie et de production; l'accroissement des richesses, mais surtout les inégalités de leur répartition; les cumuls d'inégalités sociales; les nouvelles orientations budgétaires; ou encore les comportements individualistes de la population ont amené les autorités, emmenées par l'UDC et le PRD surtout, à entrer dans une nouvelle ère: celle de la réduction des prestations des assurances sociales. Cette action centrée sur la «pensée comptable», marginalisant l'évolution des problèmes sociaux et unilatérale, car privilégiant surtout les entreprises (en refusant des financements supplémentaires des régimes sociaux), est dramatique pour les gens car elle exclut! Elle renvoie les fins de droit à l'assistance sociale.

Pour pallier cette vision étriquée de la politique sociale imposée par une majorité bourgeoise défendant d'abord des intérêts particuliers, le PS postule une conception innovatrice de la politique sociale. Celle-ci fait des politiques de solidarité non seulement une prise en charge «réparatrice», qui dépasse le seul lien Economie – Travail – Solidarité pour concevoir la politique sociale de manière globale qui consiste selon nous à l'avenir à mettre en œuvre des politiques de solidarité tout au long du parcours de vie de la population. La politique sociale devient un instrument d'intégration et de participation sociale, de la naissance à la mort, qui intègre toutes les catégories de la population.

Nous revendiquons un changement de perspective. Les solidarités se conjugueront au pluriel. Si les assurances sociales conserveront un rôle majeur, il conviendra d'agir en amont pour renforcer les chances et les compétences des individus et leur permettre de conserver



La politique sociale est un instrument d'intégration et de participation sociale, de la naissance à la mort.

une place dans la société. Par exemple, pour que le chômage frappe moins durement et pour que l'intégration soit possible, il faudra des gens formés. Ou, pour éviter la pauvreté, il faudra coordonner les pratiques cantonales et combler certaines lacunes (indemnités journalières en cas de maladie), mais encore permettre aux familles de concilier travail et famille.

Les projets qui sous-tendent une telle politique sociale sont les suivants:

- Renforcement des crèches, de l'école enfantine, de l'accueil de jour, de l'apprentissage.
- Perfectionnement professionnel, bilan de carrière, congés de perfectionnement, avec dé plafonnement des cotisations chômage pour les financer.
- Introduction d'une assurance perte de gain maladie, harmonisation des assurances accident et maladie.
- Loi-cadre fédérale permettant la coordination et la suppression des effets de seuil dans le domaine des prestations sous condition de ressources.

- Flexibilisation de l'âge de la retraite par un modèle d'années de cotisations.

La politique sociale comportera ainsi une dimension «préventive», constituant un investissement social. Les solidarités interviendront avant que ne surgissent la maladie, l'accident, le chômage, l'invalidité, l'exclusion, la pauvreté. L'action concertée, de prévention et de réparation ouvrira une perspective innovante et dynamique.

Cette nouvelle manière de penser la politique sociale sera le gage de davantage de solidarité en Suisse et d'une utilisation optimale des ressources publiques et collectives. Il s'agit donc, en plus de défendre nos assurances sociales, d'investir dans l'avenir et d'améliorer les chances de toute la population de ce pays.

stéphane.rossini@pssuisse.ch,
conseiller national (VS),
vice-président du PS Suisse





Manifestation pour l'égalité des salaires à Berne, mars 2007.

40 ans de droit de vote des femmes – 40 ans de démocratie !

En 2011, nous fêterons des anniversaires importants: la journée internationale des femmes aura 100 ans, le droit de vote des femmes 40 ans, l'égalité dans la Constitution 30 ans, la grève des femmes 20 ans, et la loi sur l'égalité 15 ans. Barbara Berger

Il y a 100 ans, la journée internationale des femmes avait encore lieu le 19 mars, et servait surtout à revendiquer le droit de vote et d'éligibilité des femmes, soutenu dès le début par un seul parti: les Socialistes. C'est seulement 60 ans plus tard, après plusieurs échecs en votation et diverses tactiques dilatoires que cette revendication s'est réalisée en Suisse. En effet, le 7 février 1971, la population masculine a accepté cette proposition par 621 109 voix contre 323 882 (soit 65,7% de oui), et par 15 cantons $\frac{1}{2}$ contre 6 cantons $\frac{1}{2}$. La Suisse était enfin une démocratie!

Nous fêtons cette étape clé de la lutte pour les droits des femmes ce 5 février à Berne, en compagnie des pionnières de l'égalité et de politiciennes actuelles, qui nous montreront comment elles mettent en œuvre l'égalité et ce qu'il reste à réaliser.

Mais 2011, c'est aussi l'année des élections fédérales, qui auront lieu le 23 octobre. Les sondages électoraux le démontrent clairement: le PS parle tout particulièrement aux femmes, qui sont plus nombreuses que les hommes à voter pour notre parti. Cela a trait évidemment à notre

histoire qui a prouvé que nous n'évoquions pas seulement l'égalité dans nos discours, mais l'accompagnions de propositions et mesures concrètes.

C'est que le PS est bien le parti de l'égalité qu'il n'a cessé d'exiger et de participer à mettre en œuvre qu'il s'agisse du nouvel article constitutionnel sur l'égalité en 1981, du nouveau droit du mariage en 1988, de la Loi sur l'égalité de 1996, du nouveau droit du divorce en 2000, de la Loi sur le partenariat enregistré en 2005 ou avec de multiples interventions parlementaires comme par exemple la priorité accordée à la mise en œuvre de l'égalité dans la planification législative de la Confédération 2012–2016. Le PS vit également ces principes en tant que parti politique en établissant des quotas pour que ses instances et listes électorales soient paritaires, en disposant depuis plus de 100 ans de sa propre organisation féminine ou encore en participant et initiant de nombreuses commissions chargées de l'égalité sur le plan fédéral.

Aujourd'hui en Suisse, la droite n'a pas abandonné la guerre des sexes, loin de là. Des journalistes et politicien-ne-s conservateurs, des défenseurs des droits des hommes, des opposant-e-s à l'avortement s'acharnent à combattre l'égalité, considèrent – sous couvert de biologisme – que les hommes sont victimes de cette évolution et tentent de revenir sur les principaux progrès arrachés dans ce domaine.

C'est pourquoi les différents anniversaires de cette année ne devront pas seulement servir à célébrer les avancées obtenues par les

pionnières, mais aussi à débattre des principaux thèmes du présent et de l'avenir. Avec, en première ligne, la campagne électorale et la prochaine législature. Ce samedi 5 février, nous présentons ainsi, pour la première fois, un court métrage contre la récente initiative populaire visant à radier les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance-maladie de base dont l'acceptation aurait des conséquences dramatiques. Nous voulons également que les armes d'ordonnance rejoignent l'arsenal et en finir avec quelques lamentables clichés qui imprègnent toujours notre société.

Nous tenons également à faire savoir aux partis de droite et aux milieux économiques que 30 ans après l'introduction de l'article constitutionnel sur l'égalité et 20 ans après la grève des femmes, l'égalité salariale n'a pas besoin de plus temps mais d'actes concrets pour enfin aboutir!

Après un long combat, le droit de vote des femmes s'est révélé le début d'une nouvelle ère pour la démocratie, sans doute la révolution sociale majeure qu'a connue notre pays ces 40 dernières années. Et nous entendons bien poursuivre dans cette voie!

barbara.berger@pssuisse.ch,
secrétaire centrale du PS Femmes



1971 – 2011 : 40 ans du droit de vote des femmes

Afin de marquer l'anniversaire de ce tournant décisif de l'histoire civique suisse, socialistes.ch a interpellé deux camarades romandes : **Gabrielle Nanchen**, conseillère nationale (VS) de 1971 à 1979 et **Maria Roth-Bernasconi**, conseillère nationale (GE) et co-présidente du PS-femmes. Une interview à quatre mains réalisée par Delphine Probst et où elles évoquent tout d'abord leurs souvenirs de cette journée historique.

Gabrielle Nanchen: le 7 février 1971, je me trouvais dans ma maison d'Icogne, petit village de montagne valaisan, en train de m'occuper de mes deux bébés. J'ai été contente du résultat mais je m'étais déjà beaucoup réjouie, en avril 1970, lorsque le Valais avait octroyé ce droit aux femmes, une année avant la plupart des autres cantons. Je dois avouer que je n'ai pas beaucoup de souvenirs de cette journée. J'ai appris la nouvelle par la radio. Je n'ai pas quitté le village ce jour-là et ce n'est que le soir avec mon mari que j'ai parlé de l'événement.

Maria Roth Bernasconi: j'étais pour ma part à Lucerne, au collège, j'avais 15 ans et demi et me rappellerai toujours que ma maman avait commencé à lire les journaux dès ce jour. Avant, elle n'avait rien à dire sur la politique et elle était très motivée après cette votation pour y participer. La politique ne m'intéressait pas encore vraiment à cet âge. Je me rappelle surtout de la date où le dernier canton a dû appliquer le droit de vote des femmes, Appenzell Rhodes Intérieur. Car là, j'étais adulte et pouvais vraiment participer. Ma grand-mère était très contente car elle, contrairement à ma mère, s'est beaucoup battue pour le droit de vote des femmes. Elle était vraiment heureuse.

De quand date ton engagement au PS ?
Qu'est-ce qui t'y a amené ?

GN: je suis entrée au PS en 1967, peu de temps après mon arrivée en Valais. Je suis née et ai grandi dans le canton de Vaud. A ma majorité, j'ai pu voter sur le plan cantonal et communal puisque les Vaudoises avaient obtenu ce droit en 1959 déjà. Le fait de redevenir civiquement une mineure a certainement joué un rôle dans ma décision de m'engager en politique pour faire changer les choses.

MRB: j'ai adhéré au PS en 1985, parce que cette année-là, l'extrême droite avait fait d'un coup 19% de voix lors des élections cantonales. Auparavant, j'hésitais entre les Verts et les so-



Gabrielle Nanchen



Maria Roth-Bernasconi

cialistes car la protection de l'environnement et les questions de modération de circulation me préoccupaient beaucoup (j'avais des enfants en bas âge). Mais après cette élection, je me suis dit qu'il fallait vraiment s'engager à gauche pour lutter contre la xénophobie et le racisme. J'ai ensuite découvert que le PS était aussi le seul parti qui se préoccupait et agissait pour l'égalité entre femmes et hommes. Et mon féminisme a enfin pu s'exprimer et mettre en action les idées.

40 ans plus tard, qu'est-ce qui a changé pour les femmes ?

GN: 4 femmes au Conseil fédéral, c'était impensable à l'époque! Pour les femmes de la génération de ma fille, l'égalité des droits politiques et professionnels est une chose qui va de soi. Par contre, des progrès restent à faire en ce qui concerne la répartition des postes de pouvoir dans l'économie et le partage des tâches domestiques.

MRB: aujourd'hui, il est devenu normal de s'engager en politique. Mais la parité n'est de loin pas encore atteinte. Il faut donc continuer à se battre pour une meilleure représentation des femmes en politique. Plusieurs lois ont également changé depuis, notamment celle sur le mariage, l'avortement n'est plus criminalisé, nous avons enfin une assurance maternité. De

même, l'égalité entre femmes et hommes est inscrite dans la Constitution et nous avons une loi d'application qui permet d'agir concrètement pour l'égalité salariale. En dernier lieu, il est aujourd'hui normal que les femmes continuent à exercer une activité professionnelle, même après avoir mis des enfants au monde.

Pourquoi les femmes restent peu représentées en politique ?

GN: lorsqu'elles sont présentes dans les exécutifs, la plupart des femmes y accomplissent un travail remarquable et semblent apprécier leur activité. Mais ce pouvoir, il faut d'abord le conquérir. Et cette entreprise s'apparente souvent à une chasse à courre, un sport pour lequel les femmes n'ont généralement pas beaucoup d'intérêt.

MRB: la conciliation entre vies professionnelle et familiale reste difficile, alors quand une activité politique s'y ajoute cela devient carrément la croix et la bannière. C'est une des premières raisons. De plus, quand les femmes sont peu représentées, le monde politique – comme le monde économique – continuent à fonctionner comme avant: les séances sont à des moments difficiles pour les familles, on est peu rémunérée, et la manière de faire de la politique est encore très masculine.

Dans dix, vingt ans, quelles perspectives ?

GN: j'aimerais rêver un peu. Je voudrais une Suisse, un monde, où non seulement les hommes et les femmes se partagent équitablement les responsabilités sociopolitiques et familiales, mais aussi où les valeurs considérées pendant des siècles comme féminines auraient véritablement droit de cité. Je pense au respect de la vie et de la dignité de tout être humain, à l'attention à l'autre, à la recherche de l'harmonie et de la paix. Ces valeurs seraient incarnées par les femmes bien sûr, des femmes osant affirmer librement leur spécificité, mais aussi par les hommes qui auraient appris à intégrer pleinement leur dimension féminine.

MRB: j'espère que dans dix ans, nous aurons atteint la parité dans les gouvernements et parlements, que l'égalité salariale ne soit plus qu'un souvenir de grand-mère et que la mixité soit également réalisée dans le monde économique.

delphine.probst@pssuisse.ch



Une politique pour toutes et tous

Les élections fédérales figureront au centre du Congrès électoral extraordinaire du 26 mars. Avec, en filigrane, cette question: doit-on poursuivre une politique vouée à la défense des intérêts particuliers ou s'attacher au bien-être de l'ensemble de la population ? A Zurich, on débattrà ainsi notamment d'une plateforme électorale à même de démontrer que le PS est le seul parti qui s'engage pour tous nos concitoyen-ne-s. En l'occurrence, dix propositions concrètes dont tant la nature que le libellé exact dépendent encore des décisions du Comité directeur dont le projet sera transmis aux délégué-e-s au Congrès à la mi-février. Délégué-e-s qui pourront à leur tour formuler propositions alternatives et amendements jusqu'au 12 mars. Les sept pistes formulées ci-dessous par socialistes.ch ont donc pour seul objectif de lancer la réflexion, sans garantie aucune de figurer dans le document final. Faites vos jeux et pensez déjà à les compléter, voire les remplacer par vos propres projets. Jean-Yves Gentil

Priorité à l'économie réelle

La crise financière a coûté 3000 billions de francs de par le monde. Les banques et les spéculateurs tiennent l'économie réelle en otage. Marqué, ces dernières années, par une confiance quasi aveugle dans la main invisible du marché, le système a échoué. Pour le PS, il faut renforcer la place économique et réguler la place financière, des solutions à la problématique des banques trop grandes pour faire faillite, limiter les bonus excessifs, mettre au pas les prédateurs et taxer les transactions financières.

Un financement transparent des partis politiques

Les formations de droite sont toujours étroitement liées à la place financière. Si étroitement que leur indépendance n'est que façade. La politique helvétique est ainsi définie à la Parade-



Après le programme à Lausanne, la Plate-forme à Zurich.

platz, pas au Conseil fédéral. Pour qu'elle bénéficie à l'ensemble de la population et non seulement aux milieux économiques et financiers, tous les partis doivent – comme le PS – publier leurs comptes comme la liste des entreprises qui les sponsorisent.

100 000 nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables

Le PS veut laisser une planète aussi intacte que possible aux générations futures sans les sacrifier aux intérêts à court terme du lobby atomique. Les centrales nucléaires sont chères, dangereuses et on ne sait toujours que faire des déchets qu'elles produisent tandis que les énergies renouvelables représentent un futur aussi écologiquement qu'économiquement sensé. D'ici 2030, elles devront couvrir au moins 50% de nos besoins. Pour notre environnement, notre santé et nos places de travail.

Une caisse-maladie publique

Le PS s'engage pour un système de santé publique de qualité et financièrement abordable. Alors que de plus en plus de ménages ont des difficultés à payer des primes maladies qui, chaque année, prennent l'ascenseur, la pseudo-concurrence que se livrent les assureurs privés ne sert que leurs intérêts au détriment de ceux des assuré-e-s. Raison pour laquelle nous voulons une caisse publique d'assurance-maladie sur le modèle de la SUVA: efficace, elle veille aux intérêts de ses affilié-e-s, reverse ses bénéfices aux personnes assurées et s'engage résolument en matière de prévention.

Un salaire minimum

Quiconque travaille à temps complet doit pouvoir vivre décemment grâce à son salaire. Nous ne pouvons pas admettre la subvention indirecte – par nos impôts – d'entreprises qui, se refusant à verser des salaires convenables, obligent l'aide sociale à faire l'appoint. Une politique des bas salaires ne saurait être une perspective positive pour notre pays, ne serait-ce que pour une question de dignité humaine.

Pas de hausse de l'âge de la retraite, mais un modèle d'années de cotisations

Le droit à une rente doit dépendre de la carrière professionnelle et de sa pénibilité

dans la mesure où son incidence sur l'espérance de vie est incontestable. L'heure de la retraite ne doit pas seulement dépendre de l'âge, mais aussi des années passées au travail. En règle générale, elle doit donc intervenir après 42 ans de cotisations – au plus tôt à 62 ans, au plus tard à 65. Le PS refusera ainsi catégoriquement toute tentative de relèvement de l'âge de la retraite dans le cadre de la 11^{ème} révision de l'AVS.

Un service public fort et universel

Toute la population profite d'un service public fort et d'infrastructures solides, essentiels à la cohésion nationale, notre qualité de vie et l'emploi. Plutôt que de multiplier les programmes d'économies, il faut au contraire investir dans les transports publics et dans un réseau postal de qualité et de proximité financé par un monopole partiel sur le courrier et par la création d'une banque postale.

Le nouveau programme contesté

La section de Münchenbuchsee soutenue par 50 autres – toutes alémaniques – souhaite rouvrir la discussion sur certains points (armée et dépassement du capitalisme, notamment) du nouveau programme socialiste lors d'un prochain Congrès. Dans la mesure où le rendez-vous extraordinaire de Zurich sera exclusivement consacré aux élections fédérales, c'est au Congrès ordinaire de 2012 qu'il reviendra de donner suite ou non à cette revendication relativement minoritaire dans la mesure où le PS compte un millier de sections.

L'heure est à la mobilisation collective

Le canton de Vaud va vivre, en une année et demie, un renouvellement total de ses élu-e-s sur les plans communal, fédéral puis cantonal. Si cet enchaînement n'est pas sans poser des problèmes évidents de ressources pour nos sections, la concentration de ses scrutins provoque une émulation inédite des partis politiques et de nos militant-e-s en particulier. Et la gauche, le PS notamment, ne peuvent que se réjouir des tendances qui se sont exprimées ces dernières années lors de votations populaires. Cesla Amarelle

Un canton qui se gauchise

Si l'on confronte les recommandations de vote du PS aux résultats vaudois des votations cantonales et fédérales, il apparaît que le PS n'a jamais été autant suivi par les Vaudois-es qu'aujourd'hui. A l'opposé, l'UDC est de loin le parti le moins apprécié dans notre canton malgré son omniprésence médiatique. Ce basculement vers la gauche du vote des Vaudois-es est un très bon signal à l'aube d'un marathon électoral qui nous conduira jusqu'en 2012. C'est fort de ce constat que le PS a pu développer, en préambule à ces trois prochaines échéances électorales, un outil utile à tou-te-s les citoyen-ne-s: un site web répondant au doux nom de www.smartvaud.ch, aussi



disponible à l'adresse www.quelest-monparti.ch. Son but est simple et efficace: permettre aux Vaudois-es de comparer leur vote lors des scrutins de la dernière législature aux recommandations émises par les différents partis représentés au sein du Grand Conseil vaudois. Les citoyen-ne-s peuvent ainsi objectivement et en toute transparence découvrir quel parti les représente le mieux. Constatant qu'aujourd'hui, un plus grand nombre de personnes votent socialiste alors qu'elles ont, à peine 4 ans plus tôt, élu des personnes plus à droite, cet outil ne peut que plaider en notre faveur.

Des villes conquises et des campagnes à conquérir

Avec des résultats historiques lors des dernières communales de 2006 (dans le canton de Vaud, la législature dure 5 ans), le PS a conquis des majorités avec ses allié-e-s dans la plupart



POUR LE LOGEMENT

Votez socialiste !

solidaire et engagé
parti socialiste vaudois

www.ps-vd.ch

Tout simplement parce qu'il répond à des besoins déjà avérés dans les grands centres et se révèle aujourd'hui communément admis dans ces bourgades.

3 priorités pour répondre à l'intérêt général

Confronté à une croissance démographique constante tant dans les grandes villes que les moyennes, la population de nos communes est régulièrement confrontée à trois problèmes évidents et qui rendent leur quotidien difficile: des logements de plus en plus rares et hors de prix, des transports publics à améliorer sérieusement pour faire face à la demande et des places en crèches-garderies encore insuffisantes pour répondre à tous les besoins. C'est sur ces trois thèmes que le PS vaudois a appelé ses sections à être les plus actives. Ces combats ne sont pas nouveaux mais l'insistance de la part de la population à nous soutenir dans ce travail l'est certainement.

Une campagne de proximité

Fort de 94 candidat-e-s aux postes exécutifs et de plus d'un millier pour les mandats au sein des législatifs vaudois, le PS réaffirme très nettement sa position du plus grand parti de gauche. Cette force et cette couverture de tout le territoire doit nous permettre de mener une campagne de proximité dans les semaines qui viennent. Répondre à l'intérêt général, c'est avant tout connaître les gens que nous défendons et répondre à leurs aspirations. Habitué à battre le pavé pour les initiatives et référendums, il ne fait aucun doute que le PS part mieux armé que ses adversaires friqués pour faire valoir cette proximité. Première réponse le 13 mars, date du premier tour à la municipalité et des élections aux législatifs communaux.

cesla.amarelle@ps-vd.ch,
présidente du PSV,
députée au Grand Conseil



des grandes villes du canton, sur le plan municipal tout du moins. S'il sera difficile voire impossible de faire mieux pour la course aux exécutifs, le PS mise sur un renforcement de la gauche sur le plan des législatifs. Car les majorités se jouent dans bien trop de villes à quelques voix près, rendant plus difficile aux municipalités de faire passer leurs projets. L'objectif plus important toutefois restera de progresser dans les communes de taille moyenne où le PS était historiquement très minoritaire mais où il affiche aujourd'hui la plus forte progression.

PAS DE NOUVELLE CENTRALE NUCLÉAIRE À MÜHLEBERG

Les énergies renouvelables créent plus d'emplois

Fin novembre dernier, le corps électoral de la ville de Berne a clairement décidé de renoncer, dès 2039, au courant électrique d'origine nucléaire. Au tour désormais de l'ensemble du canton de se prononcer sur le dossier énergétique. Le 13 février, les Bernoises et les Bernois donneront leur opinion sur construction d'une nouvelle centrale sur le site de Mühleberg. Le même dimanche, ils se détermineront sur la succession de Simonetta Sommaruga au Conseil des Etats. Candidate, Ursula Wyss, conseillère nationale et présidente du Groupe socialiste des Chambres fédérales est totalement opposée à de nouvelles installations nucléaires. Pour au moins six raisons qu'elle détaille ci-dessous.

Un financement tout sauf garanti: selon la banque américaine Citigroup, les investisseurs privés ne peuvent pas assumer à eux seuls les énormes risques financiers que représente la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Le désastre financier du chantier d'Olkiluoto en Finlande (+77%) le confirme. Les groupes suisses producteurs d'électricité sont trop petits pour pouvoir assurer le financement de deux nouvelles centrales, si bien que les pouvoirs publics devraient y contribuer pour une part importante. Mais le canton, actionnaire principal de Forces motrices bernoises, a-t-il le droit d'engager l'argent du contribuable et de participer à cette mission suicide?

La valeur ajoutée part à l'étranger: l'économie de la région ne profiterait qu'à court terme de la construction d'une nouvelle centrale, puisque la technologie nucléaire est achetée une fortune à l'étranger. Par contre, en lançant une grande action d'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, nous pourrions renforcer l'économie locale, et ce de manière durable, de quoi créer des emplois qui resteraient en grande partie en Suisse.

Le nucléaire freine l'essor du renouvelable: tant que les groupes producteurs d'électricité miseront sur la construction de nouvelles centrales

Communes bernoises

Dans le numéro 48 de socialistes.ch, à l'occasion d'un bref compte-rendu des succès socialistes lors des dernières élections de 2010 dans l'Arc jurassien, nous avons omis de mentionner le gain d'un 2^{ème} siège à l'exécutif de Saint-Imier ainsi que la réélection de Milly Bregnard à la mairie de Tramelan. C'est désormais chose faite en y ajoutant, évidemment, nos félicitations aux heureuses élues.

nucléaires, il n'y aura pas la pression nécessaire pour oser le tournant énergétique. Pourtant, comme le prouvent diverses études, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ont un potentiel considérable. L'énergie solaire, éolienne, géothermique, hydraulique et de biomasse et le développement des technologies afférentes permettront de créer et de maintenir des centaines de postes de travail dans notre pays.

Le risque est considérable: peu importe qu'on nous fasse passer la technologie nucléaire pour une technologie sûre, un accident peut toujours arriver et ses conséquences seraient terribles. Pas étonnant qu'aucune assurance n'accepte d'assurer les risques d'accidents nucléaires.

Le rayonnement radioactif provoque le cancer: la région de Mayak, en Russie, qui abrite un centre de retraitement de combustible irra-

Vous trouverez plus d'informations sur ce scrutin aux adresses: www.stop-nucleaire.ch et www.bien-sur.ch. A noter que les cantons de Vaud et du Jura auront à se prononcer sur la même question. Sans doute d'ici cet été. A noter encore que le comité «Menschen-Strom/Sortons du nucléaire» a confirmé que la manifestation contre les nouvelles centrales nucléaires aurait lieu le dimanche 22 mai 2011. Comme l'année dernière, cette manifestation se déroulera sous le signe de la non-violence, dans une atmosphère festive avec prises de parole, programme tous publics, y compris les enfants. Les détails de cette journée de mobilisation contre les nouvelles centrales projetées dans notre beau pays seront communiqués ultérieurement.



dié, est tout aussi contaminée que la région de Tchernobyl. L'uranium utilisé pour enrichir les barres de combustible utilisées dans les centrales suisses provient en partie d'anciennes régions minières d'Allemagne de l'Est, où des milliers de personnes ont péri, victimes du cancer des poumons.

Le problème des déchets demeure entier: il n'existe actuellement aucun moyen sûr d'éliminer les déchets nucléaires, qui peuvent émettre leur rayonnement nocif pendant 100 000 ans. Pour l'instant, ils sont «temporairement» entreposés dans le centre de Würenlingen, mais une nouvelle centrale signifie évidemment encore plus de déchets radioactifs. A noter que le projet de nouvelle centrale à Mühleberg prévoit également la possibilité d'entreposer des déchets sur place, mais ses promoteurs ne tiennent pas forcément à ce que cela se sache.

ursula.wyss@pssuisse.ch,
conseillère nationale (BE),
présidente du Groupe socialiste



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Dimanche 13 février: votation fédérale « Pour la protection face à la violence des armes ».
- Samedi 26 mars de 10h45 à 16h env.: congrès électoral extraordinaire, Zurich, Palais des Congrès.

Femmes socialistes suisses www.ps-femmes.ch

- Samedi 5 février de 14h à 18h: 40 ans du droit de vote des femmes, Berne, au Progr.
- Mardi 8 mars, de 9h30 – 15h: journée internationale des Femmes, Berne, Palais fédéral.

JS Suisse www.jss.ch

- Samedi 12 mars, 10h-dimanche 13 mars, 17h: réunion des membres, Berne, au Progr.

Fribourg www.ps-fr.ch

- Mardi 22 mars à 19h00: congrès du PSF, auberge St-Georges, Corminboeuf.
- Mardi 22 mars à 19h45: congrès de désignation pour les élections fédérales, lieu à définir.

Genève www.ps-ge.ch

- Venez rouspéter! Les socialistes carougeois organisent un rouspétóir! Route de Saint-Julien 3 (Rondeau de Carouge): lu 7 février de 18h à 20h, me 9 février de 16h à 18h, lu 14 février de 18h à 20h, me 16 février de 16h à 18h.

- Samedi 12 février de 13h à 18h: commission Constituante du PSG (prise de position du PSG sur le projet de nouvelle Constitution genevoise, Maison des Associations. Inscription obligatoire auprès d'eloisa.gonzalez@ps-ge.ch.

- Mardi 1^{er} mars à 20h: conférence-débat « l'emploi et la frontière », Maison des Associations.

- Vendredi 4 mars: fête « surprise » de la section Ville de Genève, salle du Faubourg, plus d'informations à l'adresse www.ps-geneve.ch.

- Samedi 5 mars, après-midi: congrès annuel, lieu à confirmer.

Valais romand www.psvr.ch

- Mercredi 9 février à 19h: rencontre du PSVR et du SPO en vue des élections nationales, Maison socialiste, Sion.

- Jeudi 10 février à 19h30: séance du bureau exécutif, Maison socialiste, Sion.

- Mercredi 9 mars à 18h30: séance du bureau exécutif, puis du comité cantonal, Maison socialiste, Sion.

- Samedi 9 avril: congrès ordinaire et électoral, Veyras.

Vaud www.ps-vd.ch

- Mercredi 9 mars: « Lutte contre la pauvreté – santé – social: quels enjeux? », conférence-débat

avec Pierre-Yves Maillard, 20h00, salle polyvalente du collège Rambert à Clarens.

- Samedi 30 avril: Congrès ordinaire 2011, 14h00, salle polyvalente de Montoly. Ordre du jour statutaire et fédérales 2011.

Neuchâtel www.psn.ch

- Mercredi 9 février à 18h30: comité cantonal, local PS, La Chaux-de-Fonds.

- Jeudi 24 février de 19h30 à 21h15: assemblée générale de la section Femmes, Neuchâtel.

- Jeudi 10 mars de 19h à 22h30: section Femmes: film et débat sur les mutilations génitales féminines (MGF), La Chaux-de-Fonds, lieu à préciser.

- Vendredi 11 mars de 19h à 22h: congrès du PSN, lieu à préciser.

Jura www.psju.ch

- Mercredi 30 mars: congrès du PSJU, aux Franches-Montagnes, à confirmer.

Jura bernois www.psjb.ch

- Samedi 19 mars: matinée de réflexion sur l'avenir institutionnel du Jura bernois, dès 9h30, hôtel Central, Tavannes.

- Vendredi 29 avril: Congrès statutaire, 19h30, hôtel Central, Tavannes.

FÉDÉRALES 2011: LES PREMIÈRES LISTES ROMANDES

PS Neuchâtel

Devant une centaine de militant-e-s, le PSN a lancé – le 15 janvier, à Colombier – sa campagne pour les élections fédérales. Il se réjouit de pouvoir présenter deux candidats sortants de grande qualité: Didier Berberat et Jacques



André Maire. En optant pour une liste hommes et une liste femmes pour le Conseil national et en plébiscitant une liste pour le Conseil des Etats composée du sortant et de Florence Nater, le PSN réaffirme une nouvelle fois son action pour l'égalité et la mise en avant des femmes en politique. En présentant 11 personnalités fortes pro-

venant des différentes régions du canton et aux parcours professionnels et expériences très variées, le PSN rappelle aussi que la représentativité des élu-e-s est un élément primordial. Fort des valeurs qui l'animent et sur la base de ces candidatures, le PSN revendique notamment un second siège socialiste au Conseil national, une majorité qui serait mieux en mesure de refléter les convictions de l'ensemble de la population neuchâteloise qui – ces quatre dernières années – a suivi les mots d'ordre du PS lors de 21 votations fédérales sur 25. Les huit autres candidat-e-s sont Katia Babey, Christiane Bertschi, Martine Docourt, Christine Fischer, Sylvain Babey, Matthieu Béguelin, Théo Huguenin-Elie et Baptiste Hurni.

PS Genève

A Genève, c'est le 14 janvier que cent-cinquante militant-e-s ont élu leurs candidat-e-s pour les représenter aux élections nationales d'octobre 2011. Au conseil des Etats Les socialistes genevois se mobilisent ainsi pour



maintenir le siège de Liliane Maury Pasquier et composer avec le candidat Vert Robert Cramer un tandem conquérant pour gagner les deux sièges. Au Conseil national, l'objectif est d'obtenir une majorité de gauche dans la délégation genevoise et au moins trois sièges

socialistes. Dix candidat-e-s à la candidature ont été nommés avant que le sortant Jean-Charles Rielle ne renonce à briguer un second mandat pour réorienter sa carrière sur le plan local. Les neuf restant de la liste « zébrée » hommes-femmes sont les sortant-e-s Carlo Sommaruga et Maria Roth-Bernasconi ainsi que Manuel Tornare, Valérie Boillat, Jacques Robert, Loly Bolay, Eric Peytremann, Christine Serdaly Morgan et Françoise Joliat. A l'occasion de leurs présentations, chacun-e d'entre elles-eux a su apporter sa pierre à l'édifice et tous les grands enjeux politiques actuels (parité, logement, salaire minimum, caisse maladie publique, culture, personnes âgées, migration, syndicalisme, écologie, la Genève internationale, chômage, etc.) ont été abordés et défendus!



LE COCKTAIL LE PLUS BU DANS LE MONDE.

Dans les pays pauvres, 90% des eaux usées se déversent dans l'eau potable. A chaque gorgée, le choléra, le typhus et d'autres maladies graves menacent deux milliards de personnes. Helvetas leur procure de l'eau potable en construisant des puits et des latrines.



www.helvetas.ch



HELVETAS

Agir pour un monde meilleur